



Pour les couches populaires, c'est « la double voire triple ou quadruple peine », clame l'économiste Jean-Marie Harribey. PHOTOS : DR ILLUSTRATION ROBERT TERZINI

**JEAN-MARIE HARRIBEY.** Diagnostic erroné, impasse sur le transfert des revenus du salaire sur le capital, injustice des dispositifs... Décryptage des enjeux et appel au débat citoyen.

# « Hypocrite et cynique »

■ Economiste à la retraite, Jean-Marie Harribey est aujourd'hui vice-président des Economistes Atterrés, du conseil scientifique d'Attac et membre de la Fondation Copernic. Depuis des années, il traite de la question des retraites. Entretien.

**Quelle analyse faites-vous du diagnostic qui a motivé le rapport Moreau et portera la réforme ?**

Un diagnostic que l'on connaît puisque le Conseil d'Orientation des retraites a publié deux documents, en décembre et janvier où l'on prévoit l'accroissement du déficit jusqu'à 20 milliards d'euros en 2020. Aussitôt, gouvernement, patronat et presse bien-pensante ont ressorti l'explication démographique. C'est faux ! A 100 % ! L'accroissement du déficit n'est pas du à la démographie mais, à l'euro, à la baisse des rentrées des cotisations sociales. Pourquoi ? A cause de la récession, des politiques d'austérité. Le gouvernement ne récolte que ce qu'il a semé. La première urgence est donc de cesser cette austérité.

**Il y a aussi une impasse totale sur le transfert des revenus entre salaire et capital ?**

Nous vivons un fin de cycle, arrivons au bout de trois décennies de mise en œuvre des politiques néolibérales. Partout dans le monde : d'abord en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis puis en Europe. Ces politiques libérales avaient comme objectif de modifier le partage des richesses produites.

Il y a dix ans, on rigolait au nez des économistes qui faisaient cette analyse. Aujourd'hui, toutes les structures de statistiques officielles - Insee en France, Eurostat ou celle du FMI - l'établissent : la part des salaires dans les richesses produites a baissé dans des proportions hallucinantes. Les situations sont différentes mais pour ne prendre que le bas de la fourchette, 5 à 6 points de PIB ont été déplacés des salaires vers le capital. Et pas n'importe où, pas vers la recherche ou l'investissement dans l'outil de production : pour payer les actionnaires. Cette dégradation de la part salariale s'est faite de deux manières : en baissant les salaires nets ou en en s'attaquant à la part socialisée, celle qui alimente la protection sociale et les retraites. Tous les éléments sont réunis pour accroître les difficultés des systèmes sociaux pendant que les revenus des couches les plus aisées explosent.

**La question ne doit-elle pas aussi être abordée d'un point de vue de classes ?**

Tout à fait. Ce qui rend la situation faite aux salariés et retraités ou futurs retraités d'autant plus injuste.

Les mêmes couches sociales cumulent les salaires les plus faibles, les conditions de travail les plus dégradées, les plus forts risques de chômage et se retrouvent ainsi avec des durées de cotisations entachées de véritables « trous ». Il y a une sorte de double, voire triple ou quadruple peine : les retraites les plus basses, l'espérance de vie la plus faible et les conditions de vie à un temps qui pourrait enfin être heureux sont moins bonnes.

Mais au-delà même de la répartition des richesses, cela pose la question du travail. L'option est d'augmenter la durée de cotisation, donc le temps travaillé. On est à rebours des progressions historiques réalisées depuis trois siècles.

Si le progrès a un sens, c'est de nous permettre de travailler moins. Il faut rompre avec cette fuite en avant qui détruit le social et l'écologie. C'est une impasse, c'est hypocrite, cynique et absurde.

**L'arrivée des socialistes au pouvoir dans les années 1980 a permis de baisser le temps de travail et l'âge de la retraite.**

**Une autre conception du partage des richesses qui a eu des retombées positives ?**

N'embellissons pas le passé. Les inégalités étaient très fortes, le taux de croissance et les revenus plus élevés qu'aujourd'hui, et les rouages sociaux moins grippés. Il était donc plus facile d'accorder des droits nouveaux. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Il ne faut pas espérer gagner en productivité comme durant les Trente Glorieuses. L'exigence d'un partage des richesses plus juste est donc d'autant plus importante.

**On présente toujours les retraites comme une solidarité des plus jeunes qui « paient » pour les plus vieux. Ne doivent-elles pas aussi être prises à l'inverse : les plus anciens qui laissent la place aux plus jeunes ?**

L'Insee l'a établi en analysant les effets des réformes de 2003 et 2010 : l'âge moyen de départ à la retraite a augmenté de deux ou trois ans et s'est accompagné d'un accroissement des difficultés à entrer dans la vie active

pour les plus jeunes. On y voit le cynisme des précédentes réformes et de celle qui s'annonce. D'autant que gouvernement, patronat et certains syndicats ont fait semblant de ne pas voir un élément qu'ils connaissaient pourtant très bien : de nombreux salariés ne pourraient pas satisfaire aux conditions requises. Dès lors, c'était des programmes pour faire baisser le montant des pensions.

**La Fondation Copernic et Attac appellent à un grand débat citoyen sur le sujet ?**

Comme nous l'avions fait en 2003 et en 2010. Une nécessité qui apparaît peut-être avec encore plus de force aujourd'hui. On ne pourra pas gagner contre le libéralisme si les questions des retraites et du travail ne deviennent pas un débat de société. Il faut constituer une union entre les syndicats et tout le tissu associatif sans lequel le débat citoyen ne peut avoir lieu comme on a pu le mesurer avec le référendum européen en 2005. Ce n'est qu'en impulsant des débats partout, que le sujet apparaîtra plus clair aux gens, que l'on sortira du face-à-face stérile du Medef et des syndicats.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ANGÉLIQUE SCHALLER